L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat, de la Première et de la Troisième Municipalité.

Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
MERCREDI MATIN, 8 JUIN 1836.

POUR PRÉSIDENT,
M. VAN BUREN.
POUR VICE PRÉSIDENT :
RD. M. JOHNSON.

Nous apprenons que le major R. L. Baker, de l'arsenal d'Alleghany, près de Pittsburg, a reçu l'ordre d'envoyer de suite à Baton Rouge 10,000 fusils, un certain nombre de pièces de canon et une grande quantité de munitions de guerre pour l'armement des troupes, conformément à la demande qui en a été faite dernièrement. Ce matériel est embarqué à bord du bateau à vapeur Emerald et d'un chaland.

*

Dix compagnies des troupes des Etats-Unis ont reçu l'ordre de se rendre sur le théâtre de la guerre dans le pays des Indiens Creeks. Ces troupes seront sous les ordres du général Jessup, qui commandera aussi toutes les forces employées, ou devant être employées à l'avenir contre les Creeks dans l'Alabama et la Georgie. Déjà une partie de ces troupes est arrivée à Charleston.

Le Congrès a fait une allocation de 500,000 piastres pour faire face aux frais de la guerre.

Le Bill des Terres publiques.—Dans la séance du 24 Mai, de la Chambre des Représentants, une résolution donnant au comité des finances des instructions pour présenter un rapport, ainsi qu'un acte relatif à la distribution parmi les Etats du produit de la vente des terres publiques, a été déposée sur le bureau.

Dans la Chambre des Communes la proposition d'abolir dans l'armée anglaise les châtimens corporels, a été rejetée à une majorité de 135 voix contre 73.

Les négocians de Londres, intéressés dans le commerce de la Turquie, de la Perse et du Levant, vont présenter au parlement une pétition pour solliciter le gouvernement de prendre lesmesures efficaces pour protéger les intérêts du commerce anglais contre les machinations de la Russie dans ces parages.

Le Talahassee Floridian contient l'article suivant :

"Pourquoi n'a-t-on pas pénétré jusqu'à l'asyle de Whithlacoochee, repaire des Indiens Séminoles, lieu de retraite où sont réfugiés leurs femmes et leurs enfans, où se trouvent leurs champs de maïs et leurs troupeaux et les produits de leurs vols ? là, les combats ne manqueront pas et les indiens attendent ceux qui voudront y mordre Quiconque essayera de traverser ces déserts ne doit pas s'attendre à ne faire qu'une promenade militaire. Il faudra du nerf et un cœur de lion pour réussir. On a répété et répété cent fois au général Scott que c'était là qu'il trouverait l'ennemi. Bien plus l'Exécutif a envoyé des provisions dans le haut du Whithlacoochee et toutes les mesures furent prises pour faire arriver des approvisionnemens jusque sur le théâtre de la guerre. On construisit un blockhouse au milieu du désert et on y mit une garnison de quarante hommes que l'on a depuis abandonnés, qui sont cernés par des hordes d'indiens cinquante fois plus nombreuses que cette poignée de braves, et qui sont livrés à toutes les chances d'une guerre d'extermination. Nous le répétons, rien ne saurait justifier ou excuser la cessation des hostilités et encore moins ce lâche abandon d'une petite troupe de braves qui par leur seule valeur ont retardé jusqu'à ce moment le sort qui les attend. On a appris par deux Indiennes d'une tribu amie que ces malheureux existaient encore mais qu'ils étaient rigoureusement bloqués par des forces très nombreuses.

Nous espérons qu'il y a encore assez de valeur chez les citoyens de la Georgie et de la Caroline pour voler au secours de leurs frères en danger C'est ce que notre gouverneur est décidé à faire à tout hazard. Notre exécutif n'a pas le pouvoir de faire un appel à la force armée des autres Etats, mais tout homme qui viendra dans notre territoire comme volontaire sera admis au service. Ces auxiliaires seront commandés par leurs propres officiers et feront la guerre à leur manière. En outre de la paie régulière ils recevront une paie proportionnée à nos moyens. Une souscription faite dans ce but se monte déjà à 15 mille piastres. Ce pays est à la veille de sa ruine et les Etats voisins le laisseront-ils dévaster et en possession de féroces Indiens. Dans les districts envahis ou menacés il est difficile d'empêcher des hommes, chacun veillant à la sureté de sa propre famille journellement menacée par des bandes de maraudeurs indiens. Osceola a déclaré qu'il voulait avoir une danse triomphale à Talahassee et, si nous ne recevons de prompts secours, il aura dit vrai.

Les dernières nouvelles de Canton nous donnent les détails d'un incendie qui a détruit quatre-vingt-maisons. Il paraît aussi que les Chinois ont mal apprécié les motifs qui avaient amené la corvette des E. Unis *Vincennes* dans leurs parages. Ils lui ont ordonné de quitter la rivière Canton, mais on ne dit pas si elle est partie

Lorsque la fabrique de poudre de l'Aigle, près St. Louis prit feu, sept cents barils de poudre firent explosion à la fois ; dix maisons qui couvraient une étendue de trois acres de terre s'écroulèrent ; la commotion se fit ressentir dans un rayon de vingt milles, et, chose étrange, personne ne périt !

Le journal espagnol *El Vapor* contient un article virulent contre la légion auxiliaire anglaise employée au service de la Reine. Beaucoup de jeunes gens appartenant à l'aristocratie, qui avaient acheté des commissions d'officiers croyant faire la guerre en bas de soie, ont été bien désappointés du métier, et sont retournés à Londres y calomnier les généraux et les soldats espagnols. Les partisans du prétendant en Angleterre n'ont pas manqué d'exploiter leur mécontentement et dans le but de mettre des obstacles à l'emploi de Mendizabal ils représentent la cause de la Reine comme désespérée.

Suivant "El Vapor," cette légion anglaise tant vantée qui devait servir de modèle à l'armée espagnole, et donner l'exemple de la plus stricte discipline, comptait à son débarquement 10,000 hommes bien armés et surtout bien équippés Combien en reste-t-il maintenant ? A peine 3000 presqu'incapables de faire face à l'ennemi. D'où provient une diminution si considérable ? Certainement ce ne sont pas les privations qu'entraine toujours le manque de paiement ; car leur solde a toujours été alignée de préférence à celle des troupes nationales et de la légion d'Alger. Bien plus on alloue aux Anglais une livre et demie de viande par jour, tandis que les soldats Espagnols et Français n'en reçoivent que neuf onces, sans jamais jouir de la haute paie accordée aux hommes de la légion britannique. Cette perte d'hommes peut encore moins prouver des fatigues de la guerre ; car jusqu'à présent ils n'ont fait que quelques promenades militaires de St. Sébastien à Vittoria et quelques marches et contre-marches dans la Biscaye. Quant aux combats auxquels une partie seulement de la légion anglaise a pris part deux, ce trois au plus méritent d'être cités. Mais, en nous en rapportant même aux bulletins des carlistes qui toujours exagèrent nos pertes, nous verrons que la perte totale de la légion ne s'élève qu'à 700 hommes tués et 1400 blessés, ce qui devrait lui laisser encore un effectif de 7000 combattans.

C'est donc à d'autres causes que nous devons attribuer la destruction de la légion anglaise. Une désorganisation est la moralité des recrues exhumées toutes des bouges des rues de Dublin et de Manchester. Ajoutons-y aussi leur inconcevable indiscipline et leur *irreligion*, vice funeste, surtout dans notre pays. Nous avons tout que leur haute-paie est employée exclusivement à l'achat de liqueurs fortes ; qu'ils vendent, pour la bagatelle de quatre sous, leurs rations de viande et jusqu'à leurs effets d'équippement pour satisfaire leur penchant à l'ivrognerie. Ces causes, comme tant d'autres, qu'il serait trop long de mentionner, ont engendré des maux les et surtout la typhus qui n'a pas tardé à éclaircir leurs rangs. Cependant, notre gouvernement a donné les ordres les plus exprès au général Cordova de fournir à tous les besoins de ces orgueux auxiliaires. Et maintenant que la présence du général est indispensable dans la Navarre, le soin de veiller à leur bien être a été confié à un intendant général.

Dans la province, et sur toute la frontière, personne n'ignore ces faits, et tout le monde plaint notre gouvernement d'avoir placé trop de confiance en des auxiliaires qui nous sont plus onéreux qu'utiles.

Comparons à présent ces auxiliaires anglais avec la légion d'Alger qui en mettant le pied sur le sol espagnol a dû se frayer un passage et battre les factieux qui voulaient s'opposer à son entrée en Arragon pour arriver à Vittoria et qui depuis, réunie au régiment de la princesse, a pris une part si glorieuse au combat d'Arlaban. Avons-nous entendu la légion française se plaindre des généraux Espagnols ? Ses officiers ont-ils écrit en France pour décréditer notre gouvernement ? Non, ce corps brillant est parfaitement discipliné et aguerri et partage de bon cœur avec les troupes espagnoles les fatigues et les privations inséparables des marches forcées.

Une feuille du Canada, la *gazette de Montréal*, parlant du peu d'énergie et de l'irrésolution desjuges des Cours Criminelles du bas-Canada, et par suite de l'action incertaine et souvent de l'inexécution des lois, assure "Qu'il faut être bien en cour et avoir bien plus de protections pour se faire pendre que pour être nommé à un emploi." Nos concitoyens de New-York, persuadés qu'il en est absolument de même chez eux, une fois qu'ils ont fait ce qui dépendait d'eux pour se faire pendre sans pouvoir y réussir. Nous avouons que cela est bien contrariant ; mais ces braves gens ont tant de goût pour la potence n'ont qu'à s'expatrier et nous leur garantissons qu'ils finiront par trouver quelque peuple charitable qui les gratifiera d'un bout de corde.

Nous sommes autorisés à annoncer que Mr. *Samuel Stewart*, n'est pas candidat pour la place d'alderman du troisième district de la paroisse municipalité.

FRANCE.

On lit dans le Moniteur algérien du 28 mars :

"S. M. le Roi des Français vient d'adresser M le maréchal gouverneur, une lettre dans laquelle elle lui témoigne toute sa satisfaction des résultats de la campagne de Mascara. Nous nous empressons de publier cette pièce qui ne peut manquer d'être agréable à la population et surtout à l'armée expéditionnaire, sous le double rapport de la justice qui est rendue à son chef ainsi qu'à elle-même.

PARIS, 18 janvier 1836.

"Mon cher maréchal,

"Je suis heureux de pouvoir vous annoncer que la France apprécie comme moi le plus brillant résultat de la mission que j'avais confiée à votre expérience et à votre habileté. Après vous avoir témoigné comme Roi, toute ma satisfaction, je veux encore vous remercier comme père. Je sais avec quelle sollicitude éclairée vous avez veillé au sort de mon fils, et je me plais à vous dire combien j'ai joui de l'avoir vu partager dignement avec vous, et avec les braves soldats que vous avez si bien dirigés, les fatigues et les dangers d'une expédition dans laquelle l'honneur de nos armes a été si glorieusement maintenu.

"Recevez, mon cher maréchal, l'assurance de tous mes sentimens pour vous.

Votre affectionné, Signé LOUIS PHILIPPE

PARIS 5 avril.

Notre correspondant de Berne nous transmet la circulaire suivante que le Directoire vient d'adresser aux gouvernemens helvétiques cantonneux sur le différent existant entre la France et Bâlecampagne. Cette pièce et les dernières notes échangées entre l'autorité directoriale et la légation française, laissent peu d'espoir de voir les difficultés se terminer à l'amiable, et la convocation d'une diète extraordinaire pour s'occuper de cette affaire paraît imminente.

Circulaire aux Etats confédérés.

BERNE, le 31 mars 1836.

" Le Directoire fédéral se voit dans le cas de vous faire un nouveau rapport sur les difficultés que l'on sait exister entre la France et le canton de Bâle-campagne, et sur lesquelles une circulaire du vorort, du 13 janvier dernier, a donné aux Etats confédérés des renseignemens circonstanciés.

"M. le commissaire envoyé par le Directoire dans le canton de Bâle-campagne avait fait le 17 décembre de l'année dernière la proposition, confirmée ensuite par la circulaire du directoire fédéral du 13 janvier, tendant à ce que les autorités de Bâle-campagne voulussent bien se décider à soumettre à un jugement arbitral la question de l'indemnité demandée par les frères Wahl vû le préjudice qui résulte pour eux de l'annulation de l'autorisation qui leur avait été donnée d'acquérir des propriétés. En réponse à cette proposition le Directoire fédéral reçut de la commission députée spécialement pour cette affaire par le landrath du l'Etat de Bâle-campagne une lettre du 19 janvier, par laquelle Bâle-campagne refusa d'accepter la proposition, tendant à faire juger par un tribunal arbitral la réclamation d'indemnité, et a demandé en substance que ce fut un tribunal civil du canton de Bâle-campagne, auquel sous tous les rapports auq lous de ce canton, à décider sur la réclamation des frères Whal, mais aussi sur la légalité de l'arrêté émané du Corps Législatif, autorité suprême du canton de Bâle-campagne.

"Le Directoire fédéral a donc dû voir avec des regrets sincères la non réussite des tentatives qu'il avait faites dans les meilleures intentions, pour mettre un terme à la position difficile et délicate, dans laquelle se trouvait placé un Etat confédéré en suite de dispositions émanées de ses propres autorités ; but en vue duquel il avait proposé, que les difficultés, devenues une contestation entre deux Etats également indépendans, ne fussent pas réglées exclusivement par les autorités de l'un *et de l'autre* des partis ; la prolongation de ces difficultés avec un puissant Etat voisin, aux sentimens de bon voisinage et d'amitié duquel la Suisse a constamment mis le plus grand prix, et une friction de l'un des vingt-deux Cantons confédérés, pourrait troubler peu à peu des rapports avec l'étranger, qui sont très précieux pour la confédération en général. Le directoire fédéral voulant prévenir d'une part un événement aussi fâcheux et satisfaire de l'autre, conformément à ses devoirs, aux demandes de Bâle-campagne, en tant qu'elles ne sont pas contraires aux intérêts généraux de la confédération, considérant aussi, qu'on n'a pas voulu adopter le point de vue sous lequel il avait précédemment envisagé cette affaire, et que les circonstances ont changé notamment ainsi par l'exécution commencée de l'ordonnance française du 12 octobre 1835, n'est désiré vu engagé à demander au gouvernement français, la suspension de l'exécution de l'ordonnance royale du 15 octobre 1835, jusqu'à ce qu'il ait été décidé sur la réclamation d'indemnité des frères Wahl par le juge compétent, devant lequel Bâle-campagne déclarait vouloir répondre.

"Le ministre français n'a pas voulu acquiescer à cette demande, mais il a promis qu'il en référerait par la réponse ci-jointe du chargé d'affaires de France. En même temps, si le Directoire fédéral a cherché de son côté à circonscrire autant que possible les limites des difficultés existantes en vue d'en faciliter d'autant plus l'apaisement, en revanche le gouvernement français a cherché à leur donner une base bien plus large et à soulever des questions qui ne pourront que trop facilement se reproduire à l'égard d'autres Etats confédérés, et rendre même cette affaire un objet des délibérations de la Diète.

"Afin d'éviter autant que possible des conséquences aussi graves, le Directoire fédéral s'est adressé encore une fois au gouvernement de Bâle-campagne, et l'a invité de nouveau à se prêter à un arrangement amical pour mettre fin au différent existant.

"Mais si les autorités de Bâle-campagne ne voulaient ou ne pouvaient pas prêter les mains à un arrangement pareil, le Directoire se verrait alors obligé de prier la Diète de lui donner des instructions positives, entièrement toutes les alternatives qui pourraient se présenter, afin de pouvoir dans ce cas-là régler en conduite ultérieure d'après la volonté de tout les Etats confédérés, ou du moins d'après celle d'une majorité constitutionnelle d'Etats. Car ce n'est que par les résolutions de l'autorité suprême de la Confédération, la volonté des Etats, exprimée dans le sein de la Diète, conformément au pacte fédéral, qui peuvent lui fournir une base sûre, sur laquelle il puisse s'appuyer pour procéder ultérieurement avec assurance dans cette affaire ; car sans cela, il ne pourrait s'occuper d'avantage d'une question qu'un concours de circonstances aurait rendue une affaire fédérale, de *telle ou telle* manière, selon les vœux que certains Etats auraient exprimés isolément.

"Vu la gravité que les différens entre la France et Bâle-campagne peuvent acquérir, en tant qu'il ne serait pas possible de les terminer à l'amiable, tous les Etats confédérés sont invités à examiner soigneusement les actes ci-joints et à se tenir prêts à émettre dans le temps, relativement à cette affaire, des votes mûrement pesés. Le Directoire doit autant plus insister sur cette invitation aux hauts Etats, que le conseil d'Etat du canton de Genève nous a déjà demandé, par lettre du 13 de ce mois, s'il n'était pas convenable de soumettre sans retard cette affaire à une Diète extraordinaire convoquée à cet effet.

"Nous avoyer et conseil exécutif de la République de Berne, Directoire fédéral, en leur nom :

L'avoyer DUCHATELARD.

"Le chancelier de la Confédération ARENDT."

—La ville de Paris a acheté un immense terrain aux bords de la rivière de Bièvre. Il y avait là de vieilles constructions qui sont en ce moment en état de démolition. En creusant dans une espèce de cave, on a découvert dans une auge de pierre un cercueil en bois précieux, parfaitement conservé : ce cercueil est scellé par une double barre de fer oxidé. Le cercueil s'est ouvert en quelque sorte de lui-même, et l'on n'y a trouvé que des ossemens incomplets. En retournant le cercueil, on a aperçu quelques caractères qui ressemblaient à une inscription en lettres gothiques. Ce qui est resté de la date a permis de penser que ce mort reposait là depuis le neuvième siècle. On a cru même lire un nom comme *Rollon* ou quelque chose d'approchant. Quelques emblèmes semblables à ceux qu'on retrouve dans l'histoire des peuples du Nord, font penser que celui qui avait été enterré en ce lieu était peut-être un de ces Normands qui, vers ces temps reculés, désolaient les provinces qui longent la Seine.

—Samedi dernier, à cinq heures et demie du soir, Eugénie Perrault, jolie petite fille de sept ans, avec son petit panier au bras, rentrait de son école chez ses parens : la journée avait été affreuse. Des décombres d'un bâtiment de l'Hôtel-Dieu sont une autre petite fille de huit ans, la figure agréable, trempée de pluie et mouillée jusqu'aux os. " Mademoiselle, auriez-vous un peu de pain ? j'ai bien faim.—O mon Dieu, oui, j'en ai, répond Eugénie. Tenez, ma petite, en voilà. Mais, comme vous êtes mouillée ! Je suis là depuis longtems. Mon papa m'a amenée de la campagne à Paris ; il m'a dit de l'attendre à la porte d'un marchand de vins, mais il est sorti par une autre porte sans venir me reprendre.—Vous n'avez donc pas de maman ?—Elle est morte.—Avez-vous des petits frères, des petites sœurs ?—Nous sommes sept.—Eh bien ! venez avec moi ; j'ai une bonne maman, elle vous donnera à manger; elle vous couchera ; vous serez ma petite sœur. Et cet enfant, de prendre aussitôt la petite fille par la main et de l'emmener avec elle. " Tenez, maman, voilà une pauvre petite que son père a abandonné. Tu la garderas, pas vrai, maman ? Tu sais bien que dans la fable de *l'Enfant abandonné*, le bon Dieu dit qu'il bénira ceux qui en prendront soin : le bon Dieu te bénira. " Sur la recommandation d'Eugénie, l'orpheline a été sur-le-champ habillée et traitée comme l'enfant de la maison, où elle est maintenant.

Quel est donc le père de cette Eugénie, qui, dans un âge aussi tendre, est si bienfaisante et si sensible ? Est-ce un bonnête et simple ouvrier fondeur en caractères. Une jeune princesse, informée de ce trait charmant, a sur-le-champ fait porter à la famille des marques de sa bienfaisance.

Marié le 6 juin, par le rév. J. J. Mulen, Mr. *Peter Deans*, à Mademoiselle *Emilie Lasère*, tous deux de cette ville. 6 juin

☞ Nous sommes invités à appeler l'attention du public sur la vente de l'îlet, connu dans cette ville, comme l'emplacement de la Presse à Coton de Wm. Frère, fils, qui aura lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse de Hewlett. 8 juin

THOMAS FELLOWS,
COURTIER DE CHANGE;
RUE DE CHARTRES No. 39.

Achete et vend des Lettres de Change, Billets, Actions des banques et des autres institutions, Billets de banque sans cours, Doublons, Souverains, et autres monnaies en or, le tout à des conditions très raisonnables

---

BUREAU DE CHANGE DE
J. D. BEERS, I. R. ST. JOHN & Cie.
RUE DE CHARTRES No. 60.

CHECKS à vue, courte vue, et à terme, sur

New-York,	Augusta, Ga.
Philadelphie,	Savannah do.
Fayetteville, N. C.	Macon, do.
Charleston, S. C.	Mobile.

Billets de banque du Mississipi, de l'Alabama, et billets sans cours, monnaies en or et en argent, y sont achetés.—Doublons, Souverains, et autres monnaies en or, à vendre. 9 sept

MALAGA Soc—100 quarts Malaga sec, en magasin et à vendre par R. V. McKINNELL,

COMMERCIAL.

NOUVELLE-ORLEANS, 7 Juin 1836.

COTON.

527 do	District	134
616 do	do	138
943		

Prix Courant du Coton et des Produits.

8 JUIN 1836

COTON.....Choix	19 à 20
.....Bon 1re. qualité	18 à 18½
.....Dito 2de. dito	16½ à 17
.....Ordinaire	15 à 16
SUCRE.....Nlle-Orléans	12½ à 13
.....Blanc de Cube	11 à 12
.....Brut.....dito	10½ à 11
MELASSE	38 à 40½
TABAC.....1re qualité	7 à 7½
.....2de. qualité	5 à 6½
.....Croisé	5 à 5½
.....Cube	36 à 00
FARINE	6 87½ à 6
PORC.....Clair	24
.....Mess	21½ à 22
.....Prime	17 à 18
.....Plât-Côté	8 à 8½
JAMBON Fumé	12½ à 14
.....Côtés	11 à 12
.....Epaules	8 à 9
.....Plât-Côtés	7½ à 8
BŒUF.....Mess	12
.....Prime	10½ à 11
GRAISSE	13 à 14
MAIS	50 à 56
WHISKEY	30 à 32
TOILE.....D'emballage	30 à 32
CORDE.....D'emballage	13 à 14
PLOMB	6

JOURNAL MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

Expédiés.

Navire Jacob Perkins, Shoof, Cowes, J B Roy.
Brick Vernon, Merrill, Havre, Levi H Gale.
Brick Coral, Doughty, New York, Capitaine.
Brick Arabian, Gardner, Charleston, J A Barelli.
Goël Sabine, Mack, Pensacola, capitaine.

Arrivés.

Le bateau de remorque Lieu. Hubble, des Passes, a amené le navire Mary Maria, et le ketch Angel.

Navire Mary Maria, Given, Anvers.
Ketch Angel, Leids loff, 12 jours de la Havane.
Bateau à vap. Mississippian, Gillet, Louisville.
Bateau à vap. Tuscahoma, Lawrance, Louisville.
Bateau à vap. Emerald, Reynolds, Pittsburg.
Bateau à vap. Plough Boy, Patterson, de Martinsville

Les amis et connaissances de feu GUILLAUME DELZ, N.P., décédé hier à trois heures et demie, sont invités à assister à son enterrement qui aura lieu cet après midi, à quatre heures. Son corps est exposé chez lui, rue Bienville, entre Bourbon et Dauphine.

☞ La barque Ceylon, capitaine Whinch, décharge sa cargaison six rangées audessous du railroad. Les consignataires sont priés de venir recevoir leurs marchandises. 8 juin

☞ Le navire Andrew Scott, capitaine Heartly, décharge sa cargaison six rangées au dessous du railroad. Les consignataires sont priés de venir recevoir leurs marchandises. 8 juin

☞ AVIS.—La polacre espagnole Vizcayan, de la Havane, décharge sa cargaison entre les rues St. Louis et Toulouse ; les consignataires sont invités à venir recevoir leurs marchandises. 8 juin

Compagnie d'Assurances des Négocians, } Nlle. Orléans, 8 juin 1836.

Une assemblée des directeurs de cette institution, tenue le 6 du courant, FELIX FORSTALL, Esq. fut unanimement élu directeur en remplacement de Sam J. Peters, démissionnaire. Par ordre.

8 juin—1 S. S. RELF, Secrétaire.

Banque de l'Union de la Louisiane, } Nlle. Orléans 8 juin 1836.

TRAITES sur l'Angleterre, en sommes à la convenance des acquereurs, en vente par cette institution (6 juin) MARTIN GORDON, caissier.

REÇU par les derniers arrivages de France, quatre caisses chapeaux de soie pour hommes, à vendre par le soussigné. E. L. BERARD,
8 juin—37 no 54, rue Conti.

FERBLANC—300 caisses ferblanc en débarque, ment, de Liverpool, à vendre par
8 juin HARRISON, BROWN & Co. 47 Bienville

MARCHANDISES ayant droit au drawback—Indiennes bleues, à bas prix, immédiatement pour le marché mexicain, en déshabillement et à vendre par ANDREWS & BROTHERS,
8 juin 19, Chartres

SIROP anti-goutteux du célebre Boubée.—En débarquement du Globe, plusieurs centaines de demi-bouteilles de ce remède, si justement recommandé pour tous les cas de goutte et rhumatisme chroniques, à vendre à la Pharmacie de
8 juin A. E. CUCHAUD, 122, rue Royale.

Bernard Marigny contre A. A. Suarez.

COUR DE PAROISSE.—F. Carrère contre A. Suarez—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé, il sera vendu à la nouvelle Bourse, encoignure des rues St. Louis et Chartres, en cette ville, le samedi 9 juillet prochain, à une heure de relevée :

Un certain lot de terre désigné sous le No. un au plan dressé le 21 mai de l'année dernière par M. Benj. Blanchard, arpenteur, lequel plan a été déposé en l'étude de Félix de Armas son notaire.

Ledit terrain ayant, mesure française, trente pieds de face à la rue de l'Esp anade côté Est, borné à droite par la propriété à M. François Sel, et à gauche par le Terrain No. 2, ci-après décrit, ensemble la baisse en briques qui se trouve construite sur ledit terrain.

Le lot No. 2 au susdit plan ayant même mesure, vingt-neuf pieds de devant, donnant sur la rue de l'Esplanade, sur la même profondeur de cent six pieds six pouces, borné à droite par le terrain susdit et à gauche par le lot No. 3, ensemble avec les baisses qui s'y trouvent.

Saisis dans l'affaire ci-dessus

Conditions, comptant. Si 4500 le 23 mai 1837; 84,166 66c le 23 mai 1838; 84,166 66c, et la balance, s'il y en a, une payable le 23 mai 1839.

8 juin—8 FRED BUISSON—sheriff.

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves. —Succession du Robinson—Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire, sous dix jours à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte présenté par les exécuteurs testamentaires de feu veuve Jne Robinson ne serait point approuvé et homologué, les fonds entre ses mains répartis conformément audit compte, et lesdits exécuteurs testamentaires déchargés de leurs fonctions et de toute responsabilité. Par ordre de la cour. W. F. C. DUPLESSIS,
8 juin rég. des tests.

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves. —Succession de Cucullu—Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner d'avoir à déduire, sous dix jours à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte présenté par les exécuteurs testamentaires de feu Simon Cucullu ne serait point approuvé et homologué, les fonds entre ses mains répartis conformément audit compte, et ledit exécuteur testamentaire déchargé de ses fonctions et de toute responsabilité. Par ordre de la cour.
8 juin W F C DUPLESSIS, rég. des test.

A VENDRE—Madapolans, Velveteens; Indiennes bleu d'asur, do bleue indigo; lastings; estamadon bleus; flannelles imprimées; coton à coudre; bonnetons; satteens; draps; batistes; jaconas; aussi cuchenus rouge et brun; minéral nouvellement découvert pour peindre les bâtimens et les préserver des effets de l'air et des mauvais temps. S'adresser à JOHN KILSHAW,
8 juin No. 30, rue Bienville.

PORC—100 b rils Porc sinus, marqué: 40 do do M. O. à vendre par LINCOLN & MAYNARD,
8 juin 28 et 29, Nouvelle Levée.

AVIS—Il a été arrêté et conduit aux épaves, dans la nuit du 30 mai dernier, une vache marquée I T, de couleur rouge pâle, âgée d'environ 7 à 8 ans.

Le propriétaire est invité à venir réclamer le dit animal, conformément à la loi, en payant les dommages et frais. P. G BIENVENU,
N. B. S'adresser au commissaire du 5me. district, rue Trémé, entre les rues St Philippe et des Ursulines.
8 juin—3

Bureau de la Compagnie du Chemin à Coulisses de Pontchartrain
Nouvelle-Orléans, 19 mai, 1836.

LA Direction de cette Compagnie promet de payer la somme de cinq cents piastres à l'inventeur d'une machine, ou à celui qui donnera le moyen d'empêcher les *étincelles* de s'échapper de la cheminée des *locomotive engines*, brûlant du bois de pin, et qui sera finalement adopté pour l'usage de ladite compagnie. Aucune autre réclamation ne devra être faite à la compagnie pour l'usage de l'invention.

Par ordre de la Direction,
27 mai—3m,1pa JNO. B LEEFE, Secrétaire.

ACTIONS de l'Association Cogesolide—60 actions du capital de cette banque à vendre par
7 juin THOMAS FELLOWS, 39 Chartres.

ACTIONS du Railroad Pontchartrain et de l'Ancienne Compagnie des Architectes, de 1832, à vendre par
7 juin THOMAS FELLOWS, 39 Chartres.

ACTIONS de la Presse d'Orléans et de Compagnie de navigation d'Orléans, à vendre par
7 juin THOMAS FELLOWS, 39 Chartres.

Théâtre St. Charles.

Mercredi soir, 8 juin, on représentera le drame intéressant, en trois actes, intitulé—

THERESE,
OU L'ORPHELINE, DE GENEVE.

Thérèse, (l'orpheline) Mde. Hunt.

Le spectacle sera terminé par

THE CHILDREN IN THE WOOD.

Bateaux à vapeur pour la capitale.

Le Bateau à vapeur des Négocians, pour une communication régulière entre ce port, la rivière et les ports du Mexique, sont maintenant ouverts dans les bureaux de la Compagnie d'Assurances de l'Océan; les actions sont de $500 chacune.

Thomas Barrett,
E. Bainet,
S. W. Oakey,
James Carrell,
John Kilshaw, jr. } Commissaires pour recevoir les souscriptions.

7 juin—37

AVIS—Les actionnaires du steamer Merchant qui n'ont pas encore touché leur dividende, sont invités à passer chez le soussigné pour être payés.
7 juin JOHN KILSHAW, jr.

Banque des Citoyens de la Louisiane, } Nlle. Orléans, 7 juin 1836.

LES souscripteurs au fonds capital de cette institution sont requis de fournir de suite au caissier la description des propriétés qu'ils se proposent d'hypothéquer. Ceux qui au 30 courant auront négligé de se conformer à la présente requisition seront considérés comme ayant fait abandon de leurs droits aux actions et seront en conséquence rayés du tableau des souscripteurs. Par ordre de la direction.
7 juin J B. PERRAULT, caissier.

Banque des Artisans et Négocians.

CONFORMEMENT à la section 17 de la charte, une assemblée triennale des actionnaires de cette institution sera tenue dans les bureaux de la Banque, samedi, 11 juin, à 10 heures du matin.
7 juin SAMUEL C. BELL, caissier.

AVIS—Il est notifié par les présentes qu'une demande a été présentée à la Banque d'Etat de la Louisiane pour le renouvellement d'un certifint d'inscription sous le no. 1,977, en date du 3 mars 1824 pour dix actions dont les trois cinquièmes ont été payés, en faveur de John Bergmeon, ledit certificat ayant été égaré. 7 juin—6,1pe

EAU DE VIE, Sardines, &c—En débarquement du Globe, de Bordeaux, et à vendre par les soussignés, 10 pipes eau de vie, marque de Dussaud; 1 caisse anti goutteux du Dr. Boubée.

Et de la Cecilia, de Nantes: 30 caisses sardines à l'huile en boites entières, 2, 2, 1r2; 200 douzaines guignolet d'Angers. CARRIERE, DARAN & Co.
7 juin rue St. Louis, no. 11.

CONFITURES de la Havane—50 caisses confitures assorties, à vendre par
7 juin R. GRONING & Co.

2617 SACS café sin vert de la Havane, en wards et du Phœnix, à vendre par
7 juin R. GRONING & Co.

SUCRE de la Havane—350 caisses sucre de la Havane, en débarquement du John Edwards et du Phœnix, à vendre par
7 juin R. GRONING & Co.

DEMANDE D'ACTIONS—On trouvera le placement d'un certain nombre d'actions de la Banque des Citoyens de la Louisiane, du Commerce, de l'Etat de la Louisiane, de l'Union, et des Chambres d'Assurance des Négociens, de l'Océan, aussi de la compagnie du chemin à coulisse du lac Pontchartrain, en s'adressant au No. 119 rue Royale. 7 juin—6

ACTIONS A VENDRE—De la Banque de Cité, des Améliorations, de la Chambre d'Assurance de l'Atlantique à des prix très modérés. S'adresser au No. 119 rue Royale. 7 juin—6

DEMANDE—Deux cuisiniers ou cuisinières, bons sujets et bien recommandés seront immédiatement placés à des prix très avantageux. Pour plus amples informations, s'adresser au No. 119, rue Royale. 7 juin—6

A VENDRE—Une bonne blanchisseuse et une bonne coiffeuse, ces deux sujets sont particulièrement recommandés et seront donnés à l'essai. Pour plus amples renseignemens, s'adresser au No. 119 rue Royale. 7 juin—6

ONABURGS—10 balles osnaburgs, en débarquement et à vendre à bas prix par
7 juin ANDREWS, & BROTHERS, 19 Chartres

TRAITES sur Philadelphie, à vendre par
7 juin KOHN, DARON & Co. 28 Bienville

EN débarquement du navire Louisville, de N. York —130 caisses clous assortis de 6 à 60d: 38 caisses cardes à coton, no. 10.
7 juin J. LABADIE, 59 rue de la Levée.

A LOUER—Deux bons domestiques de maison, âgés de 21 et 16 ans, par
7 juin—3 JOHN BARTHET, 30 rue Toulouse.

ENCRE A ECRIRE—50 caisses encre à écrire, à vendre, à vendre par
7 juin FROST & Co.
8, rue de la Douane.

VOITURES—Dépôt de voitures de la Louisiane—Nos 46 et 48, rue Royale —Mess. BEACH & Co. ont en magasin, un grand assortiment de Voitures, comprenant toute espèce de modèles, parfaitement choisies pour ce marché, à vendre à des prix modérés et à des conditions libérales.

N. B. D'occasion, une calèche et un cabriolet français fait à Paris 7 juin

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour de paroisse pour la paroisse et la ville de la Nouvelle-Orléans No. 8682—William H Sumner & Cie. Brown & Ewing et Charles H. Ely contre A. McLean—pour cette cession de biens. Présent l'honorable Charles Maurian, juge. Un ordre de séquestre est lancé contre la propriété de A. McLean, qui pourra être trouvée dans la juridiction de cette cour, une assemblée des créanciers dudit A. McLean aura lieu dans l'étude de Félix Grivea, notaire, samedi 9 juillet prochain, pour nommer des syndics qui devront prendre possession de la propriété de l'insolvable et le régir au profit de ses créanciers absens ; et en attendant, il est ordonné que toutes procédures contre sa personne ou ses propriétés soient suspendues. Extrait des minutes. Bureau du Greffe, 6 juin 1836.
7 juin—9,3ps ARMAND PITOT, Greffier.

A VENDRE—Un poney, noir pie, indien, bien dressé, doux ; c'est un bel animal. On peut le voir à l'écurie de M. Hill, au coin des rues Poydras et du Camp. Prix, $500.
7 juin—3

Dix Piastres de Récompense seront payées à quiconque ramènera au soussigné, un jeune esclave nommé WILLIAM, lui appartenant. Ledit négrillon est âgé d'environ 15 ans, taille de 4 pieds et quelques pouces, parti marron depuis une huitaine de jours. J. LE BLANC,
7 juin— 103 rue Royale.

VINS—50 quarts de barriques Malaga doux; 50 do. en barils indiens, reçus et à vendre par
3 juin R H WHITE & Co. 25 rue des Magasins.

PORC MESS—300 barils en débarquement d'un chalan, à vendre par
3 juin G DORSEY, 38 Nouvelle Levée.

PAROISSE D'ORLEANS—Cour des Preuves. —Succession de Robinson—Avis est par le présent donné aux créanciers de la susdite succession et à toutes autres personnes que cela peut concerner, d'avoir à déduire, sous dix jours à dater de la présente publication, les raisons pour lesquelles le compte présenté par les exécuteurs testamentaires de feu veuve Jne Robinson ne serait point approuvé et homologué, les fonds entre ses mains répartis conformément audit compte, et lesdits exécuteurs testamentaires déchargés de leurs fonctions et de toute responsabilité. Par ordre de la cour.
8 juin W F C DUPL